

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/45442]

12 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise l'exécution de l'article 106 de la loi du 15 mai 2007 relative à la Sécurité civile.

L'application des dispositions relatives au régime disciplinaire contenues dans le livre 10 et aux recours devant la chambre de recours fédérale contenues dans l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours a montré la nécessité de faire évoluer le texte sur plusieurs points. Les modifications ci-dessous ont été apportées à la suite de discussions avec les différentes parties prenantes et après concertation avec les organisations syndicales.

Article 1^{er}

La définition de délégué du commandant est insérée. Le délégué peut être soit un membre du personnel opérationnel soit un membre du personnel administratif comme par exemple un membre du personnel des ressources humaines.

Cette délégation peut être ponctuelle ou permanente.

Articles 2, 3, 4

Ces articles ont été insérés suite à l'avis n° 73.623/2 du 11 juillet 2023 du Conseil d'Etat demandant de revoir la numérotation du nouveau Livre 10. – Du régime disciplinaire.

Cette nouvelle numérotation a des conséquences sur les références contenues dans l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours qui ont donc été adaptées.

Article 5

L'effet suspensif du recours devant la chambre de recours est maintenu pour les recours introduits à l'encontre :

- de deux mentions « insatisfaisant » visées à l'article 169 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/45442]

12 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan ik de eer heb het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van artikel 106 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de Civiele veiligheid.

De toepassing van de bepalingen betreffende de tuchtregeling van boek 10 en het beroep voor de federale beroepskamer van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en het koninklijk besluit van 19 april 2014 houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, heeft aangetoond dat het noodzakelijk is de tekst op een aantal punten aan te passen. Onderstaande wijzigingen kwamen tot stand na besprekingen met de verschillende stakeholders en na onderhandeling met de vakorganisaties.

Artikel 1

De definitie van afgevaardigde van de commandant wordt ingevoegd. De afgevaardigde kan een operationeel of administratief personeelslid zijn, zoals een personeelslid van human resources.

Deze afvaardiging kan eenmalig of permanent zijn.

Artikelen 2, 3, 4

Deze artikelen werden ingevoegd naar aanleiding van het advies nr 73.623/2 van de Raad van State van 11 juli 2023 dat verzoekt om de nummering van het nieuwe boek 10- Tuchtregeling te herzien.

Deze nieuwe nummering heeft gevolgen voor de verwijzingen die gebruikt worden in het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, die zodoende werden aangepast.

Artikel 5

De schorsende werking van het beroep voor de beroepskamer blijft behouden voor de beroepen ingediend tegen:

- twee vermeldingen "onvoldoende" bedoeld in artikel 169;

- des sanctions disciplinaire à l'encontre du personnel opérationnel (article 259) et des sanctions disciplinaires à l'encontre du commandant de zone (article 261).

L'effet suspensif est par contre supprimé pour le recours à l'encontre de la suspension dans l'intérêt du service. En effet, la suspension dans l'intérêt du service à l'encontre d'un agent a pour objectif de maintenir l'agent à l'écart de ses fonctions. L'on peut citer l'exemple de la zone qui constate des faits graves relatés dans la presse et veut suspendre l'agent le temps de disposer des informations nécessaires pour éventuellement commencer une procédure disciplinaire. L'on peut également citer l'exemple de la zone qui prononce une sanction de démission d'office. Si l'agent introduit un recours devant la chambre de recours, et que ce recours a un effet suspensif, l'agent réintègre ses fonctions dans la zone. Or, en prononçant, une suspension dans l'intérêt du service, la zone a pour objectif d'éloigner l'agent du service car sa présence est incompatible avec l'intérêt du service. Il est donc nécessaire que le recours à l'encontre de la suspension dans l'intérêt du service n'ait pas d'effet suspensif.

Durant la suspension dans l'intérêt du service, l'agent est maintenu en activité de service.

Articles 6, 9

Cette modification introduit la possibilité pour le membre du personnel de se faire représenter et de ne pas devoir participer personnellement à la procédure.

Articles 7, 10, 11

L'avis du Conseil d'Etat n° 73.623/2 du 11 juillet 2023 précise qu'il est inutile d'ajouter le mot « calendrier » après le mot « jours » pour exprimer la règle selon laquelle tous les jours du calendrier doivent être comptabilisés. Le mot « jours », pris isolément, suffit à cet effet. Par conséquent, tous les délais de la procédure (y compris ceux repris dans les livres 10 et 12) sont indiqués en jours sans autre précision. Il s'agit dans ce cas de jours calendriers.

Des délais supplémentaires ont été introduits dans les livres 10 et 12 pour diligenter la procédure, en d'autres termes pour qu'elle soit menée à bien dans des délais raisonnables.

Article 8

Le mot « audition » a été modifié par le mot « audience » afin que les versions néerlandaise et française du texte soient identiques.

Il est effectivement possible que plusieurs audiences soient nécessaires sans que celles-ci ne comportent systématiquement une audition.

Il est également précisé que le délai de 6 semaines prévu par l'article 173/6 est un délai d'ordre. Aucune sanction (nullité ou déchéance) n'est prévue pour le dépassement de ce délai. En effet, une circonstance exceptionnelle qui impliquerait que la chambre de recours ne puisse respecter ce délai ne peut avoir pour conséquence qu'il n'y ait pas de décision.

Il est introduit un délai dans lequel la notification de la décision doit avoir lieu. Ce délai est déjà précisé dans l'arrêté ministériel du 22 juin 2018 fixant le règlement d'ordre intérieur de la chambre de recours pour le personnel opérationnel des zones de secours. Il est introduit dans le statut afin de régler l'ensemble des délais de la procédure dans un même texte réglementaire.

Article 10

Le livre 10 relatif à la procédure disciplinaire est intégralement remplacé.

Les articles 247 et 248 introduisent la possibilité de prononcer un avertissement. Il ne s'agit pas d'une sanction disciplinaire. Si le membre du personnel reçoit un avertissement, il ne pourra pas recevoir de sanction disciplinaire pour ce même fait. L'objectif est d'attirer l'attention du membre du personnel sur un comportement inadéquat et d'en laisser la trace dans son dossier personnel. Si l'agent adopte à nouveau un comportement inadéquat (identique ou non à celui pour lequel il a reçu un avertissement) qui mène à l'ouverture d'une procédure disciplinaire, il pourra être fait état de l'avertissement dans le cadre de la procédure disciplinaire.

Les articles 249, 254, 256, 257, 277, 278, 279, 279/2, 279/4, 279/6 ne suscitent pas de commentaires et/ou n'ont pas fait l'objet de modifications.

L'article 250 clarifie les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre du personnel opérationnel professionnel et volontaire mais également à l'encontre du commandant de zone.

La sanction de suspension disciplinaire à l'encontre du personnel professionnel est retirée des sanctions. Par contre, la suspension disciplinaire est maintenue pour le personnel volontaire puisque le membre du personnel suspendu disciplinairement ne pourra pas venir prêter et ne sera donc pas payé pour ses prestations.

- tuchtsancties tegen het operationeel personeel (artikel 259) en tuchtsancties tegen de zonecommandant (artikel 261).

De schorsende werking wordt daarentegen geschrapt voor het beroep tegen de schorsing in het belang van de dienst. De schorsing in het belang van de dienst tegen een personeelslid heeft immers als doel het personeelslid uit zijn functies te weren. Er kan het voorbeeld aangehaald worden van de zone die ernstige in de pers verschenen feiten vaststelt en het personeelslid wil schorsen gedurende de tijd die nodig is om over de nodige informatie te beschikken om eventueel een tuchtprocedure op te starten. Er kan ook het voorbeeld aangehaald worden van de zone die een sanctie van ontslag van ambtswege uitspreekt. Indien het personeelslid een beroep indient voor de beroepskamer en dit beroep een schorsende werking heeft, neemt het personeelslid zijn functies in de zone opnieuw op. Door een schorsing in het belang van de dienst uit te spreken, streeft de zone ernaar het personeelslid uit de dienst te weren omdat zijn aanwezigheid onverenigbaar is met het belang van de dienst. Het is dus noodzakelijk dat het beroep tegen de schorsing in het belang van de dienst geen schorsende werking heeft.

Tijdens de schorsing in het belang van de dienst wordt het personeelslid in dienstactiviteit gehouden.

Artikelen 6, 9

Deze wijziging voert de mogelijkheid in voor het personeelslid om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk te moeten deelnemen aan de procedure.

Artikelen 7, 10, 11

Het advies nr. 73.623/2 van de Raad van van 11 juli 2023 stelt: dat het geen zin heeft de term "kalenderdagen" boven de term "dagen" te verkiezen voor het formuleren van de regel dat de termijn niet in werkdagen uitgedrukt wordt. De term "dagen" volstaat in dat verband. Zodoende worden alle termijnen van de procedure (met inbegrip van de termijnen in de boeken 10 en 12) in dagen vermeld, zonder verdere precisering. Het betreft kalenderdagen.

Er zijn bijkomende termijnen opgenomen in de boeken 10 en 12 om de procedure te versnellen, met andere woorden om de procedure binnen redelijke termijnen tot een goed einde te brengen.

Artikel 8

Het woord "verhoor" werd gewijzigd door het woord "zitting" zodat de Nederlandstalige en Franstalige versie van de tekst identiek zijn.

Het is inderdaad mogelijk dat er verschillende zittingen nodig zijn, zonder dat deze systematisch een verhoor inhouden.

Er wordt eveneens gepreciseerd dat de door artikel 173/6 voorziene termijn van 6 weken een termijn van orde is. Er is geen sanctie (nietigverklaring of vervallenverklaring) voorzien indien deze termijn wordt overschreden. Een uitzonderlijke omstandigheid waardoor de beroepskamer deze termijn niet kan naleven, kan immers niet als gevolg hebben dat er geen beslissing is.

Er wordt een termijn voorzien waarin de kennisgeving van de beslissing moet plaatsvinden. Die termijn is reeds gepreciseerd in het ministerieel besluit van 22 juni 2018 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de beroepskamer voor het operationeel personeel van de hulpverleningszones. Deze termijn wordt opgenomen in het statuut zodat alle termijnen van de procedure in éénzelfde reglementaire tekst worden geregeld.

Artikel 10

Het boek 10 betreffende de tuchtprocedure wordt integraal vervangen.

De artikelen 247 en 248 voeren de mogelijkheid in om een waarschuwing uit te spreken. Het betreft geen tuchtsanctie. Indien een waarschuwing uitgesproken wordt, kan het personeelslid geen tuchtsanctie meer krijgen voor hetzelfde feit. Het doel is de aandacht van het personeelslid te vestigen op een ongepast gedrag en een spoor na te laten in zijn persoonlijk dossier. Indien het personeelslid opnieuw ongepast gedrag vertoont (al dan niet identiek aan het gedrag waarvoor hij een waarschuwing heeft gekregen) dat leidt tot het openen van een tuchtprocedure, kan er gewag worden gemaakt van de waarschuwing in het kader van de tuchtprocedure.

Over de artikelen 249, 254, 256, 257, 277, 278, 279, 279/2, 279/4, 279/6 worden geen opmerkingen gemaakt en/of ze worden niet gewijzigd.

Artikel 250 geeft toelichting bij de tuchtsancties uitgesproken tegen operationeel beroepspersoneel en vrijwillig operationeel personeel, maar eveneens tegen de zonecommandant.

De sanctie van tuchtschorsing tegen het beroepspersoneel wordt uit de sancties geschrapt. De tuchtschorsing blijft daarentegen behouden voor het vrijwillig personeel, omdat het tuchtrechtelijk geschorst personeelslid niet kan komen presteren en dus niet voor zijn prestaties zal worden betaald.

Par conséquent, la suspension pour le personnel opérationnel volontaire est comparable mutatis mutandis à la retenue de traitement pour le personnel opérationnel professionnel.

Comme le volontaire est libre de ses engagements, une retenue de traitement n'est pas une sanction adaptée car si on lui applique une retenue de traitement, le volontaire risque bien de ne plus venir prestre. C'est pourquoi la retenue de traitement n'est pas prévue pour le volontaire.

La fin du mandat du commandant de zone n'est pas prévue dans les sanctions disciplinaires pouvant être prononcées à l'encontre du commandant car il ne s'agit pas d'une sanction disciplinaire à proprement parler mais bien d'une mesure complémentaire qui peut être prise par le conseil en vertu l'article 13, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 26 mars 2014 fixant le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation.

L'article 251 introduit la possibilité de pouvoir prendre en considération des circonstances atténuantes (comme par exemple, un pompier qui a un problème médical d'addiction et qui s'engage à suivre un traitement pour que le problème ne se reproduise plus) ou aggravantes (comme par exemple quand l'acte a été commis dans le but de nuire à autrui).

L'article 252 permet une retenue de traitement jusque dix-huit mois. Cette sanction permet une meilleure flexibilité de la sanction (de 1 à 18 mois) et une meilleure gradation par rapport aux autres sanctions telles que la régression barémique ou la rétrogradation.

L'article 253 permet une suspension disciplinaire jusqu'à douze mois. Cette sanction permet une meilleure flexibilité de la sanction (de 1 à 12 mois) et une meilleure gradation par rapport à la sanction de la rétrogradation.

L'article 255 définit la rétrogradation. En cas de rétrogradation, le membre du personnel professionnel ou volontaire se voit appliquer automatiquement le nouveau statut pécuniaire (tout comme pour la rétrogradation volontaire).

Les articles 258 et 260 précisent qu'il revient au commandant de zone ou au président d'entamer ou non une procédure disciplinaire. Cette décision et l'instruction du dossier ont pour conséquence qu'ils ne présentent plus les garanties d'impartialité nécessaires pour prendre une décision qui devra dès lors être prise respectivement par le collège ou le conseil.

Les articles 259 et 261 répartissent le pouvoir de décision entre le collège et le conseil. En vue de garantir une plus grande rapidité de traitement des procédures disciplinaires, les sanctions légères (blâme, retenue de traitement, suspension disciplinaire, régression barémique ou rétrogradation) sont prononcées par le collège qui se réunit plus régulièrement que le conseil auquel seules les sanctions sévères (démission d'office et révocation) sont confiées.

L'article 262 a été clarifié. L'audition visée par cet article est l'audition formelle visée à l'article 267. N'est donc pas visé toute discussion ou tout échange qu'aurait le commandant directement après les faits. En effet, après avoir entendu la personne immédiatement après les faits, le commandant pourrait décider de ne pas entamer de procédure disciplinaire.

L'instruction est réalisée tant à charge qu'à décharge.

La modification apportée aux articles 263, 265, 269, 271, 273 permet au membre du personnel de se faire représenter et de ne pas devoir participer personnellement à la procédure.

L'article 264 énonce qu'un rapport introductif peut être rédigé si les faits sont directement portés à la connaissance du commandant ou de son délégué et ce, sans nécessité d'avoir un rapport d'information préalable.

L'article 264 permet également, si le membre du personnel effectue d'autres tâches que des missions opérationnelles, que la personne dont il dépend pour ces autres tâches puisse rédiger un rapport d'information.

L'article 266 permet au commandant de réaliser l'audition du membre du personnel. Il permet également au commandant/son délégué ou au membre du personnel de « répondre » aux documents déposés ou aux questions posées lors de son audition (possibilité de produire un contre-témoignage ou une pièce complémentaire).

L'article 267 introduit la possibilité pour un membre du personnel administratif d'assister à l'audition du membre du personnel opérationnel avec le commandant ou son délégué.

L'objectif de l'article 268 est que le procès-verbal soit rédigé immédiatement au moment de l'audition afin de clôturer le procès-verbal à la fin de l'audition qu'il soit signé avec ou sans réserves ou que le refus de signer soit acté. Si le procès-verbal ne peut pas être rédigé au

De schorsing voor het vrijwillige operationele personeelslid is dientengevolge mutatis mutandis vergelijkbaar met de inhouding van wedde voor het operationele beroepspersoneel.

Aangezien de vrijwilliger vrij is om zijn of haar eigen verbintenissen aan te gaan, is een inhouding van wedde geen passende sanctie, want als een inhouding van wedde wordt toegepast, bestaat de kans dat de vrijwilliger niet meer komt werken. Daarom is de inhouding van wedde niet voorzien voor de vrijwilliger.

De beëindiging van het mandaat van de zonecommandant is niet opgenomen in de tuchtsancties die kunnen uitgesproken worden tegen de commandant, omdat het niet gaat om een eigenlijke tuchtsanctie, maar om een bijkomende maatregel die door de raad genomen kan worden krachtens artikel 13, eerste lid, 3^o van het koninklijk besluit van 26 maart 2014 tot vaststelling van het functieprofiel van de commandant van een hulpverleningszone en van de nadere bepalingen voor zijn selectie en zijn evaluatie.

Artikel 251 voert de mogelijkheid in om rekening te houden met verzachtende omstandigheden (zoals een brandweerman die een medisch of verslavingsprobleem heeft en die zich ertoe verbindt een behandeling te volgen opdat het probleem niet meer voorkomt) of verzwarende omstandigheden (zoals wanneer het feit werd gepleegd met als doel schade toe te brengen aan iemand anders).

Artikel 252 maakt een inhouding van wedde tot achttien maanden mogelijk. Deze sanctie maakt een grotere variatie van de sanctie (van 1 tot 18 maanden) en een betere gradatie met betrekking tot de andere sancties, zoals de lagere inschaling of de terugzetting, mogelijk.

Artikel 253 maakt een tuchtschorsing tot twaalf maanden mogelijk. Deze sanctie maakt een grotere variatie van de sanctie (van 1 tot 12 maanden) en een betere gradatie met betrekking tot de sanctie van de terugzetting mogelijk.

Artikel 255 bepaalt de terugzetting. In geval van terugzetting moet op het beroepspersoneelslid of vrijwillig personeelslid automatisch het nieuw geldelijk statuut worden toegepast (net als voor de vrijwillige terugzetting).

De artikelen 258 en 260 preciseren dat het de taak is van de zonecommandant of de voorzitter om de tuchtprocedure al dan niet op te starten. Deze beslissing en het onderzoek van het dossier hebben als gevolg dat zij niet meer de vereiste waarborgen inzake onpartijdigheid bieden om een beslissing te nemen die dan ook zal moeten worden genomen door respectievelijk het college of de raad.

De artikelen 259 en 261 verdelen de beslissingsbevoegdheid tussen het college en de raad. Om de tuchtprocedures sneller te kunnen behandelen, worden de lichte sancties (blaam, inhouding van wedde, tuchtschorsing, lagere inschaling of terugzetting) uitgesproken door het college dat op meer regelmatige basis samenkomt dan de raad aan wie alleen de zware sancties (ontslag van ambtswege en afzetting) worden toevertrouwd.

Artikel 262 werd verduidelijkt. Het verhoor bedoeld in dit artikel is het formele verhoor bedoeld in artikel 267. Een bespreking of uitwisseling met de commandant die net na de feiten zou plaatsvinden, worden hier dus niet bedoeld. Na de persoon onmiddellijk na de feiten te hebben gehoord, zou de commandant immers kunnen beslissen om geen tuchtprocedure op te starten.

Het onderzoek wordt à charge en à décharge gevoerd.

De wijziging aangebracht aan de artikelen 263, 265, 269, 271, 273 stelt het personeelslid in staat om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk te moeten deelnemen aan de procedure.

In artikel 264 wordt bepaald dat een inleidend verslag kan worden opgesteld als de feiten rechtstreeks ter kennis worden gebracht van de commandant of diens afgevaardigde. Er is dan geen informatieverlag nodig.

Artikel 264 stelt eveneens dat als het personeelslid ook andere taken uitvoert dan de operationele opdrachten, de persoon die voor die andere taken leiding geeft aan de betrokkene, een informatieverlag mag opstellen.

Artikel 266 bepaalt dat de commandant het verhoor van het personeelslid mag uitvoeren. Het stelt de commandant/diens afgevaardigde of het personeelslid in staat om "een antwoord te bieden" op de ingediende documenten of op de vragen die tijdens zijn verhoor werden gesteld (mogelijkheid om een tegengetuigenis af te leggen of aanvullende stukken voor te leggen).

Artikel 267 voert de mogelijkheid in voor een administratief personeelslid om het verhoor van het operationeel personeelslid bij te wonen samen met de commandant of zijn afgevaardigde.

Het doel van artikel 268 is dat het proces-verbaal onmiddellijk op het moment van het verhoor wordt opgesteld om het proces-verbaal af te sluiten, ongeacht of het ondertekend wordt met of zonder opmerkingen of met vermelding van de weigering tot ondertekening. Indien het

moment de l'audition, il doit être envoyé pour accord ou remarques. Dans ce cas, le procès-verbal est clôturé après l'écoulement du délai de 14 jours donné au membre du personnel pour le renvoi du procès-verbal.

L'article 270 prévoit que si le commandant ou son délégué estime que les faits doivent être sanctionnés, il transmet le dossier au collège. En réalisant l'instruction du dossier, le commandant ou son délégué ne présente plus les garanties d'impartialité suffisantes pour se prononcer sur la sévérité d'une sanction. Il ne lui revient donc plus de décider de la sévérité de la sanction mais uniquement de décider s'il y a lieu ou non de sanctionner. Cette décision doit être prise dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal, à peine de déchéance de l'action disciplinaire.

Les articles 271 à 279 énoncent la procédure devant le collège ou le conseil.

L'article 271 précise le contenu de la convocation. Cette convocation peut reprendre le rapport introductif de la procédure qui peut être complété ou peut consister en un nouveau rapport introductif rédigé par le collège ou le conseil.

L'objectif de l'article 272 est que le procès-verbal soit rédigé immédiatement au moment de l'audition afin de clôturer le procès-verbal à la fin de l'audition qu'il soit signé avec ou sans réserves ou que le refus de signer soit acté. Si le procès-verbal ne peut pas être rédigé au moment de l'audition, il doit être envoyé pour accord ou remarques. Dans ce cas, le procès-verbal est clôturé après l'écoulement du délai de 14 jours donné au membre du personnel pour le renvoi du procès-verbal. Le collège ou le conseil ne peut donc prendre sa décision que lors d'une prochaine séance, ce qui peut causer des problèmes de quorum car seuls les membres présents à l'audition peuvent participer à la décision (article 278).

L'article 274 exclut de la délibération de la décision prise par le collège ou le conseil, le commandant ou son délégué ainsi que le délégué du collège qui a participé à l'audition du membre du personnel afin de garantir l'impartialité de la délibération. Il devra être fait mention dans la délibération du collège ou du conseil que ces personnes sont bien sorties de la salle et n'ont pas participé à la délibération.

Les articles 274 et 275 concernent la prise de décision. Après avoir entendu le commandant ou son délégué et le membre du personnel, le collège décide soit de prononcer une sanction légère (blâme, retenue de traitement, suspension disciplinaire, régression barémique ou rétrogradation) soit de transmettre le dossier vers le conseil pour une sanction sévère (démission d'office ou révocation).

L'article 276 permet au conseil, s'il estime que les faits ne doivent pas être sanctionnés par une démission d'office ou une révocation, de prononcer une sanction plus légère (blâme, retenue de traitement, suspension disciplinaire, régression barémique ou rétrogradation).

Le délai prévu par l'article 279/1 pour introduire un recours devant la chambre de recours fédérale a été allongé à 20 jours.

La suspension de l'écoulement des délais prévus par l'article 279/3 permet au commandant de se renseigner sur l'action pénale en cours ou d'attendre, dans le respect d'un délai raisonnable, la décision pénale avant d'entamer une procédure disciplinaire. Le § 2 de l'article 279/3 prévoit d'ailleurs la possibilité de retirer la décision disciplinaire en cas d'incompatibilité de celle-ci avec la décision pénale.

L'article 279/5 introduit la possibilité de joindre des nouveaux faits liés à une procédure disciplinaire en cours pour autant que le membre du personnel ait pu en être informé au minimum 14 jours avant l'audition.

Les articles 279/7 à 279/23 introduisent une procédure propre au commandant de zone. Cette procédure est calquée sur celle applicable aux autres membres opérationnels. Il est donc renvoyé vers les commentaires de ces articles.

Article 11

Le livre 12 relatif à la suspension dans l'intérêt du service est intégralement remplacé.

La compétence de décider d'une suspension dans l'intérêt du service est transmise vers le collège qui se réunit plus régulièrement, ce qui permet plus de rapidité dans le traitement de la procédure.

Il est introduit dans l'article 291 un troisième motif pour lequel la suspension dans l'intérêt du service peut être prononcée : « lorsque la présence du membre du personnel est incompatible avec l'intérêt du service ».

procès-verbaal niet op het moment van het verhoor kan worden opgesteld, moet het voor akkoord of opmerkingen worden opgestuurd. In dat geval is het proces-verbaal afgesloten na verloop van de aan het personeelslid gegeven termijn van 14 dagen voor het terugsturen ervan.

Artikel 270 bepaalt dat wanneer de commandant of diens afgevaardigde van mening is dat de feiten bestraft dienen te worden, de commandant of diens afgevaardigde het dossier aan het college bezorgt. Aangezien de commandant of diens afgevaardigde het dossier aanlegt, kan hij onvoldoende garanderen dat hij onpartijdig is om te beslissen over de zwaarte van een sanctie. Hij dient dus niet langer te beslissen over de zwaarte van de sanctie, maar enkel te beslissen of er al dan niet dient te worden bestraft. Deze beslissing moet worden genomen binnen de veertien dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal, op straffe van verval van de tuchtvordering.

De artikelen 271 tot en met 279 behandelen de procedure voor het college of de raad.

In artikel 271 wordt de inhoud van de oproeping verduidelijkt. Deze oproeping mag het inleidend verslag van de procedure hernemen dat kan worden aangevuld, of kan bestaan uit een nieuw inleidend verslag opgesteld door het college of de raad.

Het doel van artikel 272 is dat het proces-verbaal onmiddellijk op het moment van het verhoor wordt opgesteld om het proces-verbaal af te sluiten, ongeacht of het ondertekend wordt met of zonder opmerkingen of met vermelding van de weigering tot ondertekening. Indien het proces-verbaal niet op het moment van het verhoor kan worden opgesteld, moet het voor akkoord of opmerkingen worden opgestuurd. In dat geval is het proces-verbaal afgesloten na verloop van de aan het personeelslid gegeven termijn van 14 dagen voor het terugsturen ervan. Het college of de raad kan slechts een beslissing nemen tijdens de volgende zitting, wat problemen kan opleveren met het quorum omdat enkel de leden die aanwezig zijn bij het verhoor, kunnen deelnemen aan de beslissing.

Artikel 274 bepaalt dat de commandant of diens afgevaardigde, alsook de afgevaardigde van het college die aan het verhoor van het personeelslid heeft deelgenomen, niet deelneemt aan de beraadslaging van de door het college of de raad genomen beslissing teneinde de onpartijdigheid van de beraadslaging te waarborgen. In de beraadslaging van het college of van de raad zal moeten worden vermeld dat deze personen de zaal hebben verlaten en niet hebben deelgenomen aan de beraadslaging.

De artikelen 274 en 275 hebben betrekking op de beslissingname. Na de commandant of zijn afgevaardigde en het personeelslid gehoord te hebben, beslist het college ofwel om een lichte sanctie uit te spreken (blaat, inhouding van wedde, tuchtschorsing, lagere inschaling of terugzetting) ofwel om het dossier over te zenden naar de raad voor een zware sanctie (ontslag van ambtswege of afzetting).

Artikel 276 voorziet dat de raad een lichte sanctie (blaat, inhouding van wedde, tuchtschorsing, lagere inschaling of terugzetting) kan uitspreken indien hij oordeelt dat de feiten niet bestraft moeten worden met een ambtshalve ontslag of afzetting.

De termijn voorzien in artikel 279/1 om beroep in te dienen voor de federale beroepskamer werd verlengd tot 20 dagen.

De schorsing van het verstrijken van de in artikel 279/3 bepaalde termijnen stelt de commandant in staat om inlichtingen in te winnen over de lopende strafvordering of, met inachtname van een redelijke termijn, te wachten op de strafrechtelijke beslissing alvorens een tuchtprocedure op te starten. Artikel 279/3, § 2 voorziet overigens in de mogelijkheid om in geval van onverenigbaarheid met de strafrechtelijke beslissing de tuchtbeslissing in te trekken.

Artikel 279/5 voert de mogelijkheid in om nieuwe feiten die samenhangen met een lopende tuchtprocedure, bij te voegen voor zover het personeelslid ten laatste 14 dagen vóór het verhoor op de hoogte kon worden gebracht van die feiten.

De artikelen 279/7 tot 279/23 voeren een procedure in die betrekking heeft op de zonecommandant. Deze procedure is gebaseerd op de procedure die van toepassing is op de andere operationele leden. Er wordt dus verwezen naar de commentaren bij deze artikelen.

Artikel 11

Het boek 12 betreffende de schorsing in het belang van de dienst wordt integraal vervangen.

De bevoegdheid om te beslissen over een schorsing in het belang van de dienst wordt toegewezen aan het college dat op meer regelmatige basis samenkomt, waardoor de procedure sneller kan worden behandeld.

In artikel 291 wordt een derde reden ingevoerd waarom de schorsing in het belang van de dienst kan worden uitgesproken: "wanneer de aanwezigheid van het personeelslid onverenigbaar is met het belang van de dienst".

On vise par exemple les cas suivants : l'agent qui dysfonctionne et met en danger ses collègues lors des interventions, l'état d'ébriété d'un pompier, le harcèlement d'un pompier à l'égard de ses collègues, la relation de confiance qui est rompue par rapport à ses supérieurs et/ou par rapport à ses collègues, le comportement qui peut mettre en danger le citoyen qui fait appel aux services de secours,...

La zone doit pouvoir prendre connaissance des faits et se renseigner avant de prendre la décision de commencer une procédure disciplinaire sans prendre le risque de mettre en danger la sécurité d'autrui.

La suspension dans l'intérêt du service peut également être prononcée lorsqu'une sanction de démission d'office ou de révocation est prononcée et que l'agent introduit un recours devant la chambre de recours. Ce recours a un effet suspensif ce qui implique que l'agent réintègre ses fonctions dans la zone. Cependant après avoir prononcé une telle sanction, il est difficile pour la zone de réintégrer l'agent.

Si le commandant, en fonction des faits, décide de ne plus permettre à l'agent de partir en mission en l'affectant à d'autres tâches dans la caserne, cela peut être perçu comme une sanction déguisée. C'est pourquoi en introduisant ce motif, la zone peut éloigner l'agent du service le temps de récolter les informations nécessaires à sa décision.

Durant la suspension dans l'intérêt du service, le membre du personnel est maintenu en activité de service et perçoit son traitement éventuellement réduit.

Tout comme pour la procédure disciplinaire, il est introduit la possibilité d'être représenté et de ne pas devoir participer personnellement à la procédure.

Les articles 292, 295, 296 ne suscitent pas de commentaires et/ou n'ont pas fait l'objet de modification.

L'article 293 a été modifié pour permettre au terme des six mois, une évaluation de la situation afin, soit de prolonger la suspension dans l'intérêt du service, soit de lever la suspension.

L'article 294 introduit un délai de trente jours calendrier dans lequel la décision de suspension en extrême urgence prise par le commandant doit être confirmée par le collègue. Si aucune confirmation de la suspension n'est prise par le collègue dans le délai prévu, la suspension prononcée par le commandant prend fin de plein droit.

Articles 12 et 13

Ces articles n'appellent pas de commentaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Conseil d'État
section de législation

Avis 73.623/2 du 11 juillet 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'

Le 12 mai 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de trente jours *, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 11 juillet 2023. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, et Esther Conti, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier Miny, auditeur adjoint.

We denken bijvoorbeeld aan de volgende gevallen: het personeelslid dat slecht functioneert en zijn collega's tijdens interventies in gevaar brengt, de dronken toestand van een brandweerman, pesterijen van een brandweerman ten aanzien van zijn collega's, de vertrouwensrelatie die verbroken is met zijn oversten en/of zijn collega's, gedrag dat de burger die een beroep doet op de hulpdiensten, in gevaar kan brengen, ...

De zone moet kennis kunnen nemen van de feiten en inlichtingen kunnen inwinnen alvorens de beslissing te nemen om een tuchtprocedure op te starten, zonder het risico te lopen de veiligheid van iemand anders in gevaar te brengen.

De schorsing in het belang van de dienst kan eveneens worden uitgesproken wanneer een sanctie van ontslag van ambtswege of afzetting wordt uitgesproken en het personeelslid een beroep indient bij de beroepskamer. Dit beroep heeft een schorsende werking, wat betekent dat het personeelslid zijn functies in de zone opnieuw opneemt. Na een dergelijke sanctie te hebben uitgesproken, is het voor de zone evenwel moeilijk om het personeelslid opnieuw op te nemen.

Indien de commandant op basis van de feiten beslist om het personeelslid niet langer op missie te laten vertrekken en hem andere taken in de kazerne toewijst, kan dat worden opgevat als een verdoken sanctie. Door deze reden in te voeren, kan de zone het personeelslid uit de dienst verwijderen gedurende de tijd die nodig is om informatie over haar beslissing te verzamelen.

Tijdens de schorsing in het belang van de dienst wordt het personeelslid in dienstactiviteit gehouden en ontvangt het personeelslid zijn wedde die eventueel verminderd wordt.

Net als voor de tuchtprocedure wordt de mogelijkheid ingevoerd om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk aan de procedure te moeten deelnemen.

Over de artikelen 292, 295, 296 worden geen opmerkingen gemaakt en/of ze worden niet gewijzigd.

Artikel 293 werd gewijzigd om na een termijn van zes maanden de situatie te kunnen evalueren, teneinde de schorsing in het belang van de dienst te verlengen of op te heffen.

Artikel 294 voert een termijn van dertig kalenderdagen in waarin de beslissing van de commandant tot schorsing, die in uiterste hoedigheid werd genomen, door het college moet worden bevestigd. Indien de schorsing niet binnen de voorziene termijn wordt bevestigd door het college, eindigt de door de commandant uitgesproken schorsing van rechtswege.

Artikelen 12 en 13

Deze artikelen vergen geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 73.623/2 van 11 juli 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'

Op 12 mei 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd van dertig dagen * een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van [het] administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 11 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, en Esther Conti, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier Miny, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick Ronvaux .

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 juillet 2023 .

* Par courriel du 12 mai 2023.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 4

Il est inutile d'ajouter le mot « calendrier » après le mot « jours » pour exprimer la règle selon laquelle le délai n'est pas compté en jours ouvrables. Le mot « jours », pris isolément, suffit à cet effet.

Il y a donc lieu, à l'article 173/4, alinéa 3, en projet, d'omettre le mot « calendrier ».

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 7

Dès lors que l'article 7 entend introduire au sein de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' une subdivision comprenant un dispositif complet sur l'objet de celle-ci (un livre 10, intitulé « Du régime disciplinaire »), la numérotation des articles doit se présenter en principe de manière continue. Il convient donc d'éviter d'y placer des articles portant la marque « .../1 », « .../2 », « .../3 » ou « .../4 », etc., comme tel est le cas des articles 246/1, 246/2, 248/1, 250/1, 256/1, 279/1 à 279/17 en projet, sauf lorsque pareil procédé, à la fin de la numérotation, est inévitable en raison du fait qu'il y a déjà, comme première disposition de la subdivision suivante (en l'espèce le livre 11), un article dont il faut respecter la numérotation (en l'espèce un article 280).

Les dispositions en projet, dès l'article 246/1, seront renumérotées en conséquence. Les renvois faits, dans le texte actuel de l'arrêté royal modifié ou dans les dispositions modifiées de celui-ci, par exemple à l'article 171 modifié par l'article 2 du projet, seront dès lors également revus.

(Article 247 en projet)

Il n'est pas admissible que les incriminations disciplinaires ne soient pas énumérées de manière exhaustive.

Partant, l'alinéa 2 sera omis.

(Article 257 en projet)

Dans le contexte de la phase de la procédure disciplinaire réglée par l'article 257 en projet, dans laquelle il ne peut encore être considéré que la « transgression » faisant l'objet de ladite procédure est établie, mieux vaut, à l'article 257, § 1^{er}, 1^o, *in fine*, du texte français, ne pas écrire que la transgression est « retenue à [l]a charge [de la personne poursuivie] ».

Il est suggéré d'écrire cette disposition comme suit, *in fine* :

« 1^o [...] connaissance de la transgression qui lui est reprochée ».

La même observation vaut pour les articles 260, § 2, alinéa 1^{er}, d., et 266, § 2, alinéa 1^{er}, d., en projet.

(Article 274 en projet)

L'obligation de motivation formelle prévue par l'article 274 en projet de l'arrêté royal du 19 avril 2014 résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Cette obligation ne doit dès lors pas être répétée dans la disposition à l'examen.

L'adjectif « motivée » sera donc omis.

La même observation vaut pour l'article 279/15 en projet.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick Ronvaux .

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 juli 2023.

* Bij e-mail van 12 mei 2023.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 4

Het heeft geen zin de term "kalenderdagen" boven de term "dagen" te verkiezen voor het formuleren van de regel dat de termijn niet in werkdagen uitgedrukt wordt. De term "dagen" volstaat in dat verband.

In het ontwerp artikel 173/4, derde lid, schrijve men dan ook gewoon "dagen" in plaats van "kalenderdagen".

Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 7

Aangezien artikel 7 ertoe strekt in het koninklijk besluit van 19 april 2014 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones' een onderdeel in te voegen dat een volledige regeling omvat aangaande de zaak waarop dat onderdeel betrekking heeft (een boek 10, met als opschrift "Tuchtregeling"), moeten de artikelen ervan in principe doorlopend genummerd worden. Er dient dan ook vermeden te worden daarin artikelen op te nemen die als volgt genummerd worden: ".../1", ".../2", ".../3" of ".../4", enz. Dat is thans het geval met de ontwerp artikelen 246/1, 246/2, 248/1, 250/1, 256/1, 279/1 tot 279/17. Van die werkwijze dient afgezien te worden tenzij ze onvermijdelijk is, wegens het feit dat er, als eerste bepaling van het volgend onderdeel (*in casu* boek 11), een artikel is waarvan de nummering in acht genomen moet worden (*in casu* een artikel 280).

De nummering van de ontwerp bepalingen, te beginnen met artikel 246/1, moet dienovereenkomstig herzien worden. De verwijzingen, in de huidige tekst van het te wijzigen koninklijk besluit of in de bepalingen ervan die gewijzigd worden, bijvoorbeeld in artikel 171, dat gewijzigd wordt bij artikel 2 van het ontwerp, moeten bijgevolg eveneens herzien worden.

(Ontworpen artikel 247)

Het is niet aanvaardbaar dat de redenen waarom een tuchtsanctie opgelegd kan worden, niet exhaustief opgesomd worden.

Bijgevolg moet het tweede lid weggelaten worden.

(Ontworpen artikel 257)

In de context van de fase van de tuchtprocedure die bij het ontwerp artikel 257 geregeld wordt, kan er nog niet van uitgegaan worden dat de "inbreuk" waarop die procedure betrekking heeft, bewezen is. Het is dan ook beter om in de Franse tekst van artikel 257, § 1^{er}, 1^o, *in fine*, niet te schrijven "la transgression [est] retenue à [l]a charge [de la personne poursuivie]".

Voorgesteld wordt om deze bepaling van de Franse tekst, *in fine*, als volgt te redigeren:

"1^o [...] connaissance de la transgression qui lui est reprochée ;".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontwerp artikelen 260, § 2, eerste lid, d., en 266, § 2, eerste lid, d.

(Ontworpen artikel 274)

De verplichting tot uitdrukkelijke motivering vervat in het ontwerp artikel 274 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

Die verplichting behoort dan ook niet herhaald te worden in de voorliggende bepaling.

Het bijvoeglijk naamwoord "gemotiveerde" moet dan ook geschrapt worden.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontwerp artikel 279/15.

(Article 279/16 en projet)

Le mot « fédérale » est inutile et sera omis.

Article 8

À l'instar de ce que prévoit l'actuel article 294 de l'arrêté royal du 19 avril 2014, modifié par le projet, il y a lieu de prévoir dans cet arrêté, que, si aucune sanction disciplinaire n'est infligée à l'issue de la procédure, tous les effets de la suspension dans l'intérêt du service sont supprimés.

OBSERVATION FINALE

L'article 277 en projet (article 7 du projet) énonce deux obligations à charge de l'autorité disciplinaire en employant l'expression « est tenue de ».

Afin de mieux conformer cette disposition aux recommandations de la légistique, il est recommandé de conjuguer le verbe de l'action envisagée à l'indicatif présent (1).

Le greffier,
Esther CONTI

Le président,
Pierre VANDERNOOT

Note

(1) *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2, a).

(Ontworpen artikel 279/16)

Het woord “federale” is overbodig en moet geschrapt worden.

Artikel 8

Naar het voorbeeld van de huidige tekst van artikel 294 van het koninklijk besluit van 19 april 2014, welk artikel bij dit ontwerp gewijzigd wordt, dient in dit besluit bepaald te worden dat indien na afloop van de procedure geen enkele tuchtsanctie opgelegd wordt, alle gevolgen van de schorsing in het belang van de dienst opgeheven worden.

SLOTOPMERKING

Bij het ontworpen artikel 277 (artikel 7 van het ontwerp) worden aan de tuchtoverheid twee verplichtingen opgelegd waarbij gebruikge maakt wordt van de uitdrukking “ertoe gehouden zijn” en van het werkwoord “moeten”.

Teneinde deze bepaling meer in overeenstemming te brengen met de aanbevelingen van de wetgevingstechniek, is het aan te bevelen het werkwoord dat de handeling in kwestie weergeeft in de tegenwoordige tijd te vervoegen (1).

De Griffier,
Esther CONTI

De Voorzitter,
Pierre VANDERNOOT

Nota

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2, a).